

Une journée au cœur d'un printemps social

Partout dans le monde, la prochaine Journée internationale du travail sera l'occasion de voir descendre dans les rues des milliers de salariés, de privés d'emploi et de retraités afin d'exiger la mise en œuvre de véritables politiques de progrès social. En France, où la courbe du chômage ne cesse de grimper alors que celle du pouvoir d'achat continue de chuter, tous les salariés sont appelés à se rassembler pour faire de ce 1er Mai 2014 un véritable événement au cœur d'un printemps social.

Saisissons-nous de cette journée pour exiger, ensemble, ce que, chaque jour, chacun et chacune d'entre nous n'a pas toujours la force de revendiquer.

Tous ensemble, revendiquons l'augmentation des salaires et des pensions, l'amélioration de nos conditions de vie et de travail, la reconnaissance de notre travail et une véritable politique de relance économique qui favorise la création d'emplois de qualité.

Seul ou en famille, entre amis ou avec des collègues de travail, syndiqués ou non syndiqués, manifestons pour faire entendre notre volonté de justice sociale et notre détermination à offrir un avenir à la jeunesse.

Face à une situation économique et sociale qui s'aggrave, dans une société où la qualité du «vivre ensemble» se dégrade, il est urgent d'intervenir et ne pas laisser faire : urgent de dire haut et fort que les solutions apportées sont à des années-lumière des besoins des salariés.

Les orientations du nouveau gouvernement ne répondent en effet en rien aux aspirations des salariés et ne régleront rien.

Le vote-sanction que les électeurs ont voulu infliger au gouvernement lors des dernières élections municipales n'a visiblement pas été entendu. Le gouvernement remanié a clairement choisi d'enfoncer un peu plus le clou des mesures d'austérité, en commençant par imposer l'austérité salariale dans le secteur public comme dans le privé.

Dans une France où 1 jeune sur 4 est au chômage où les plus anciens voient leurs pensions rabougries, où les salaires sont bloqués depuis de nombreuses années, et où plus de 80% des embauches sont réalisées en CDD, la situation des salariés n'a jamais été aussi fragile. Jamais, pourtant, les salariés ne se sont vus imposer autant de sacrifices pour le seul bénéfice du patronat.

- «Zéro charges» pour les salaires payés au Smic, c'est condamner des millions de salariés aux bas salaires.
- 2 € de plus par jour pour un salarié payé au Smic, à travers la diminution imposée de ses cotisations sociales, ce sera aussi, concrètement, pour lui, dès 2015, le «choix» entre des frais de couverture sociale supplémentaire ou des droits en moins.
- 19 milliards d'économies sur le budget de l'État : ce sera une baisse des capacités publiques d'intervention sociale et économique, une réduction des services publics et de leurs missions, moins d'infirmières, de professeurs, de policiers...
- 10 milliards d'économies sur l'Assurance-maladie : ce ne sera certainement pas un meilleur remboursement des médicaments et des soins, ni une meilleure prise en charge des assurés.
- En revanche, 30 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires au patronat : c'est un nouveau détournement de notre budget commun, alors que, chaque année, chaque habitant français donne déjà plus de 3 000 € en aides diverses aux entreprises soit disant pour préserver l'emploi, sans aucune garantie que cet argent serve à l'emploi et encore moins à l'investissement.



Cette situation n'est pourtant pas une fatalité : d'autres choix visant le progrès social sont possibles. Pour cela, il faut s'unir pour agir, se rassembler pour gagner.

Le 4 avril dernier, les travailleurs de tous les pays européens, unis, avec leurs syndicats, ont montré leur capacité à se rassembler massivement pour dénoncer les politiques d'austérité imposées par les États membres de l'Union et les institutions européennes et exiger un plan de relance des investissements et la création d'emplois de qualité.

Pour sortir de l'austérité et ouvrir une nouvelle période de progrès social, rassemblons-nous le 1^{er} Mai prochain pour :

- l'augmentation des pensions et des salaires ;
- la mise à plat et l'évaluation de toutes les aides publiques accordées aux entreprises ;
- une vie meilleure, faite de justice sociale ;
- le respect des droits fondamentaux des êtres humains partout dans le monde, à commencer par le droit à un travail décent, reconnu et valorisé ;
- un débat national sur la répartition des richesses créées par notre travail.

Refusons l'isolement, le repli sur soi, l'exclusion, le racisme et le rejet de l'Autre.

Mobilisons-nous pour le «vivre ensemble», la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix, le choix du social.

Vous ne voulez pas en rester-là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.
Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Courriel :
Âge : Profession :
Entreprise (nom et adresse) :



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 55 82 81 94, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr. **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr**